

Historique : un ministre de l'Education nationale en exercice avoue pour la première fois que l'état de l'Ecole est extrêmement inquiétant (1).

Nous étions habitués de très longue date à entendre les ministres de l'Education nationale user de tous les sophismes, du moins à l'époque où ils en avaient le talent, pour affirmer que l'Ecole française n'allait pas si mal et que les réformes qu'ils engageaient, sans se soucier d'évaluer le résultat de celles qu'elles remplaçaient, amélioreraient inmanquablement son fonctionnement et ses résultats. Les professeurs et leurs associations (et parmi les syndicats, surtout le SAGES), seuls praticiens de terrain à constater et dénoncer le désastre de ces réformes, mais jamais écoutés et pris pour des oiseaux de mauvaise augure, ont pourtant dénoncé les effets délétères de ces réformes sur le niveau des élèves, leurs injonctions irréalistes voire contradictoires, les conditions de travail dégradées, les heures de cours escamotées de réforme en réforme pour réaliser de viles économies sur le dos des élèves et des personnels des établissements scolaires. La dégradation de la situation dans l'enseignement scolaire s'est propagée dans l'enseignement supérieur où se multiplient les suivis individuels et les tutorats, notamment à la charge des PRAG et des PRCE (2)

L'heure est donc historique (3) avec la déclaration de l'actuel ministre faisant le constat d'une école dont la situation est extrêmement inquiétante. Nous aurions pu entendre ces propos de la bouche d'un ministre totalement novice en matière d'éducation et qui découvrirait le désastre en consultant dès son arrivée rue de Grenelle les dossiers sur l'état réel de l'école française (si du moins les permanents du ministère veuillent bien les lui présenter). A condition bien sûr que ce ministre novice ait suffisamment d'honnêteté intellectuelle pour ne pas cacher ou travestir cet état en village Potemkine comme l'ont fait ses prédécesseurs. Mais le nouveau ministre est un habitué des lieux notamment pour avoir été le numéro deux lors du passage de J.M. Blanquer pendant cinq années dans la fonction, ce qui confère encore plus de force à cette déclaration. Cet aveu de situation inquiétante est donc une première et nous prenons acte de la franchise du ministre sur l'état réel de notre école. Mais cette franchise ne va hélas pas jusqu'à la reconnaissance d'une part de sa responsabilité même seulement passive dans ce constat sévère.

Il lui reste maintenant à prendre des mesures pour rétablir la situation et sur ce plan, il n'y en a pas de vraiment convaincantes dans ses premières déclarations. Comment le ministre pourra-t-il affecter plus de moyens dans les 15% des collèges qui concentrent selon lui 40% des grandes difficultés scolaires sans dépouiller de leurs personnels, dont des professeurs, les autres établissements, alors que le projet de budget 2026 prévoit une baisse nette du nombre de postes d'enseignants, au prétexte d'un recul démographique (4) ? Il faudrait au contraire maintenir ce nombre pour diminuer le nombre d'élèves par classe, l'un des plus élevé de l'OCDE (5) pour rétablir au minimum des conditions efficaces de suivi des élèves notamment ceux, de plus en plus nombreux, qui nécessitent des besoins d'apprentissage spécifiques. Quant à la volonté du ministre de « changer de braquet sur la formation continue », nous sommes inquiets s'il s'agit d'adopter les mesures préconisées par les boîtes à idées Terra nova et Ecolhuma qui ne visent pas moins qu'à faire disparaître ce qui reste de liberté pédagogique aux professeurs (6).

(1) https://www.franceinfo.fr/societe/education/si-on-parle-de-l-etat-de-l-ecole-en-general-evidemment-que-la-situation-est-extremement-inquietante-declare-edouard-geffray-ministre-de-l-education-nationale_7568161.html

(2) https://le-sages.org/documents2/1ere_Analyse_SAGES_decret_2025_742_ORS_PRAG_PRCE.pdf

(3) Contrairement à la revalorisation présentée avec le même qualificatif en 2023 par le ministre de l'Education nationale de l'époque et qui ne l'était évidemment pas !

(4) <https://www.leparisien.fr/societe/budget-2026-des-suppressions-de-postes-enseignants-liees-a-la-baisse-demographique-previent-le-ministre-de-leducation-nationale-16-10-2025-GH3PJY6AKZDAVBT4YLLQ5SAZDE4.php>

(5) <https://www.vie-publique.fr/en-bref/287694-systeme-educatif-comparaison-entre-les-pays-de-lunion-europeenne>

(6) https://le-sages.org/documents/Formation_continue_prof_Terranova_Ecolhuma.pdf

